



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 82 /DDPP/2017 **portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 2005 réglementant l'exploitation par la société OI MANUFACTURING FRANCE (ex BSN GLASS PACK) d'une installation spécialisée dans la fabrication de bouteilles de verre sur le territoire de la commune de Veauche, 2 rue Abbé delorme ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13 mars 2015 imposant à l'exploitant le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 2 février 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 22 septembre 2016, constatant des non-conformités au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2015 susvisé, s'agissant notamment des niveaux de bruit et de la conformité des entrepôts ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, certaines prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société OI MANUFACTURING FRANCE , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Veauche, 2 rue Abbé delorme, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 13 mars 2015 susvisé, à savoir :

- **dans un délai d'un an**, à compter de la signature du présent arrêté, :
 - l'article 7.2.1 portant sur les niveaux de bruit en ZER (zones à émergence réglementée)
 - l'article 11.1.3.1 portant sur la mise en conformité des entrepôts et l'obligation de fournir une attestation de conformité
- **dans un délai de 6 mois**, à compter de la signature du présent arrêté, :
 - l'article 11.1.3.3 portant sur la récupération des eaux d'extinction en cas de sinistre, et des aires de dépotage pour lesquelles un échancier des travaux devra être proposé

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Madame le maire de Veauche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **16 FEV. 2017**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- société OI MANUFACTURING FRANCE
- 2 rue Abbé Delorme
- 42340 VEAUCHE
- Mairie de Veauche
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono